

Actualité stratégique en Asie

JAPON : QU'ATTENDRE DE LA « RUPTURE » ?

Olivier Guillard, directeur de recherche à l'IRIS / septembre

Le 30 août, - 10 jours tout juste après le scrutin présidentiel afghan, mais sans fraudes ni violence... - l'électorat japonais était convié vers les bureaux de vote afin de renouveler son Assemblée nationale. Dans ce lointain archipel entre Asie et Pacifique, les votants se sont déplacés nombreux (70 % du corps électoral) et n'ont pas fait le chemin par seul devoir civique. En apportant majoritairement sa voix au principal parti de l'opposition, les démocrates du DPJ, la population nipponne n'a ni plus ni moins que façonné un scrutin aux contours historiques.

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-09-18-asa54.pdf

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



“Abandon du bouclier antimissile : un changement stratégique majeur des Etats-Unis ?” - Par Laure DELCOUR, directrice de recherche à l'IRIS, 22 septembre



“Traité de Lisbonne : le 2e référendum irlandais en perspective” - Par Pierre VERLUISE, chercheur à l'IRIS, 21 septembre



“L'abandon du projet américain de bouclier anti-missiles : quelles conséquences ?” - Par Laure DELCOUR, directrice de recherche à l'IRIS, 18 septembre



“Barroso II : un mandat au service de l'Union ?” - Par Fabio LIBERTI, chercheur à l'IRIS, 17 septembre

Dans la presse

ONU - " KADHAFI À LA TRIBUNE, UNE VICTOIRE POUR LA LIBYE "

Béligh Nabli par Zineb Mirab / LCI.fr / 23 septembre

La question de la réforme de l'ONU est assez récurrente. Mais il faut bien constater l'échec des différents acteurs, qui n'ont proposé aucune solution, aucun compromis sur le sujet. Le problème reste néanmoins parfaitement à l'ordre du jour. Le président de l'Assemblée générale, Ali Triki, en a ainsi officiellement réaffirmé l'importance, en mettant l'accent sur le Conseil de sécurité. **SUITE PAGE 3**

TENSIONS SYRO-IRAKIENNES : IMPACT PEU PROBABLE SUR LE LIBAN

Barah Mikail par Nayla Chahla / loubnan.info / 18 septembre

Alors que les attentats-suicides s'intensifient sur le front interne irakien, un autre front s'ouvre en parallèle entre l'Irak et son voisin syrien. L'infiltration de terroristes en territoire irakien en provenance de Syrie provoque une escalade des tensions entre les deux voisins, avec un ton de plus en plus durci. Quelles sont les répercussions potentielles de cette situation sur la région en général, et sur le Liban, en particulier? **SUITE PAGE 4**

AFGHANISTAN : LE SYNDROME IRAKIEN ?

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 17 septembre

Initialement soutenue unanimement par les opinions des pays occidentaux, la guerre d'Afghanistan commence à devenir un sujet de débat. Une majorité des Américains pense désormais que cette guerre n'est pas gagnable. 65% des Américains pensent que les Etats-Unis se retireront d'Afghanistan sans avoir gagné la guerre, contre seulement 35 % qui pensent qu'ils peuvent la gagner. **SUITE PAGE 6**

Manifestation

ADHÉRENT CRISES ET CONFLITS : LES CAUSES ET LES SCENARIOS

Mardi 13 octobre / Maison de l'Europe / Paris

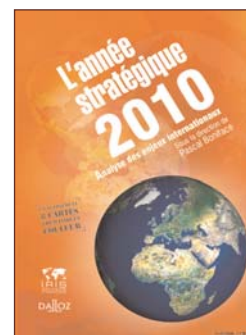


Maison de l'Europe de Paris

Conférence-débat organisée en partenariat avec la Maison de l'Europe, autour de Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS et Hubert Védrine, Associé gérant d'Hubert Védrine Conseil et ancien ministre des Affaires étrangères, à l'occasion de la parution de leur ouvrage *Atlas des crises et des conflits* (éditions Armand Colin).

Renseignements : colloques@iris-france.org

Parutions



Présentation pages 7, 8 et 9

Médias

→ TÉLÉVISION

Les élections fédérales allemandes À VENIR - Jacques-Pierre Gougeon par - *Le téléphone sonne*, France Inter (28/09)
- Michel Field (LCI, 27/09)

La Chine, 60 ans d'évolution À VENIR - Jean-Vincent Brisset par la BBC France (24/09)

La manifestation en Iran Karim Pakzad par France 24 (18/09)

Les élections en Afghanistan Karim Pakzad par - *Ring*, Michel Field (LCI, 16/09)
- *Soir 3*, Carole Gaessler (France 3, 16/09)

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR 2009-10

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES FONDAMENTALES **RELATIONS INTERNATIONALES**

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master I

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **RELATIONS INTERNATIONALES**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ÉTUDES EUROPÉENNES**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ACTION INTERNATIONALE ASSOCIATIVE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE**

Présentation de l'école et de nos programmes,
demandes de dossier d'inscription sur

www.iris-france.org

Formations professionnelles



NOUVEAU

DÉCOUVREZ LES PROGRAMMES DE FORMATION 2009/2010

> LES CYCLES APPROFONDIS

d'octobre à juin > « **COMPRENDRE LA SCÈNE INTERNATIONALE CONTEMPORAINE** »

de janvier à juin > « **CONNAISSANCE APPROFONDIE DU MOYEN-ORIENT** »

> LES MODULES THÉMATIQUES

d'octobre à décembre > « **DÉCOUVERTE DU MOYEN-ORIENT** »

d'octobre à novembre > « **INITIATION AUX QUESTIONS DE DÉFENSE** »
« **GÉOPOLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE** »

de décembre à janvier > « **LA MONDIALISATION APRÈS LA CRISE** »
« **CRIMINALITÉ ET DÉLINQUANCE INTERNATIONALES** »

de janvier à février > « **DÉCOUVERTE DU MAGHREB** »
« **LES MÉDIAS FACE AUX RELATIONS INTERNATIONALES** »

de mars à avril > « **QUESTIONS AFRICAINES** »
« **GÉOPOLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT** »

de mai à juin > « **STRATÉGIE, INFLUENCE ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE** »
« **GÉOPOLITIQUE DE L'EAU** »

Détails sur www.iris-france.org

ou au 01 53 27 60 69

→ **RADIO**

Ahmadinejad, Israël et l'ONU

Pascal Boniface par France Info (23/09)

Sommet Obama-Abbas-Netanyahu

Karim Bitar par Nicolas Falez (RFI, 21/09)

Abandon du projet américain du bouclier anti-missiles

> Laure Delcour par

- RFI (18/09)

- Radio Chrétienne de France (17/09)

> Catherine Durandin par Radio Vatican (17/09)

La manifestation en Iran

Karim Pakzad par Omar Ouhaman (France Culture, 18/09)

Les théories du complot du 11 septembre

Jean-Vincent Brisset par France Inter (17/09)

Le rapport de l'ONU sur la guerre de Gaza

Karim Bitar par Donia Hachem (Atlantic Radio, 16/09)

Les élections en Afghanistan

Jean-Vincent Brisset par Pierre Bousset (Médi 1, 16/09)

→ **PRESSE ÉCRITE**

La situation au Honduras

Jean-Jacques Kourliandsky par De Morgen - Belgique (22/09)

L'évolution des armées chinoises

Jean-Vincent Brisset par Frédéric Rohart (L'Echo - Belgique, 21/09)

Relations Turquie/Arménie

Didier Billion par Le Journal des Méditerranéens (18/09)

Réélection de José Manuel Barroso

Fabio Liberti par Direct Matin (16/09)

Les élections en Afghanistan

Karim Pakzad par Agnès Rotivel (La Croix, 15/09)

Abonnement

Désinscription sur simple demande à :
contact@iris-france.org

ONU - " KADHAFI À LA TRIBUNE, UNE VICTOIRE POUR LA LIBYE "

Béligth Nabli par Zineb Mirab / LCI.fr / 23 septembre

Que peut-on attendre de cette 64e assemblée générale de l'ONU, notamment sur la question de la réforme de l'organisation ?

La question de la réforme de l'ONU est assez récurrente. Mais il faut bien constater l'échec des différents acteurs, qui n'ont proposé aucune solution, aucun compromis sur le sujet. Le problème reste néanmoins parfaitement à l'ordre du jour. Le président de l'Assemblée générale, Ali Triki, en a ainsi officiellement réaffirmé l'importance, en mettant l'accent sur le Conseil de sécurité. Pour l'Afrique, qui n'est toujours pas représentée au sein de l'institution, c'est une priorité.

Qu'est-ce qui aujourd'hui bloque l'avancée de cette réforme du Conseil de sécurité ? Ne devrait-il pas évoluer comme le G8, transformé en G20 ?

La difficulté provient surtout de la concurrence institutionnelle entre les différentes organisations. Or le phénomène général actuel tend vers la multiplication d'organisations internationales, plus ou moins spécialisées. D'où le problème de l'ONU, organisation à vocation universelle, ouverte à tous les Etats (ndlr : elle est composée de 192 membres). Elle tend donc à s'intéresser à pratiquement toutes les questions. Or, certaines sont particulièrement complexes mais sont traitées par des groupes restreints. C'est pourquoi le G8, et aujourd'hui le G14 et le G20, peuvent s'avérer plus efficaces pour traiter les problèmes pointus d'ordre économique.

Cette 64e assemblée s'ouvrira également sur la toute première intervention de Barack Obama.

Elle est très attendue. Il a lui-même manifesté et exprimé l'importance que représente à ses yeux le fait de s'exprimer à la tribune. Il va pouvoir réaffirmer une approche plus multilatérale qu'auparavant afin de marquer une rupture par rapport à l'administration Bush. Ce sera aussi l'occasion pour lui de manifester une nouvelle approche envers l'Afrique puisqu'il a exprimé la volonté de rencontrer certains dirigeants à New York en marge des débats. Il envoie là un signe vers le continent, et plus globalement vers le monde entier. Les Etats-Unis affichent donc désormais un nouveau visage, plus ouvert et donc plus fort.

La Libye préside cette année l'Assemblée générale, avec le risque d'assister à un "show" de Mouammar Kadhafi, présent pour la première fois à la tribune depuis son arrivée au pouvoir en 1969.

Sa présence est en effet historique. Il faut rappeler qu'elle s'inscrit dans un mouvement plus général : celui de la tentative de l'Etat libyen de se repositionner sur l'échiquier international afin de regagner sa légitimité. Il faut savoir également que la Libye préside d'autres organisations. Sur le plan institutionnel et international, elle va donc se retrouver en même temps à la tête de l'Assemblée générale des Nations unies, mais aussi de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et d'autres organisations africaines. C'est donc assez impressionnant et spectaculaire d'un point de vue institutionnel. Sur ce point, la victoire libyenne est manifestement importante. ■

TENSIONS SYRO-IRAKIENNES : IMPACT PEU PROBABLE SUR LE LIBAN

Barah Mikail par Nayla Chahla / Iloubnan.info / 18 septembre

Alors que les attentats-suicides s'intensifient sur le front interne irakien, un autre front s'ouvre en parallèle entre l'Irak et son voisin syrien. L'infiltration de terroristes en territoire irakien en provenance de Syrie provoque une escalade des tensions entre les deux voisins, avec un ton de plus en plus durci. Quelles sont les répercussions potentielles de cette situation sur la région en général, et sur le Liban, en particulier?

Dans quel contexte s'inscrit la tension montante entre l'Irak et la Syrie?

Cette tension n'a rien de réellement inédit. Depuis l'invasion de l'Irak en mars 2003, on a pu assister à plusieurs reprises à des accusations de soutien par la Syrie d'éléments agissant en Irak afin de favoriser les violences ambiantes. Le soutien de Damas à la « Résistance irakienne », essentiellement composée de sunnites et d'anciens baasistes, ne fait d'ailleurs pas de doute ; la Syrie a tout intérêt à favoriser des éléments luttant contre l'occupation de l'Irak, et dénonçant les orientations pro-occidentales du gouvernement en place, et je n'ai pas l'impression que cette donne ait profondément changé aujourd'hui. Qui plus est, la symbiose entre la Syrie et des formations telles que celle du rebelle Moqtada al-Sadr paraît tout aussi rationnelle, pour ne pas dire évidente. Par contre, les accusations de collusion entre Damas et les formations salafistes et/ou djihadistes me paraissent beaucoup plus hasardeuses, voire abusives.

Or, certains éléments semblent asseoir la piste d'al-Qaïda dans les violences intervenues récemment en Irak. Dans ce contexte, je crois que, plutôt que l'Irak, c'est plus précisément le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki qui a récemment et soudainement essayé de remettre à l'ordre du jour des accusations anti-syriennes. Certains y voient une volonté de sa part de capitaliser sur la victoire de sa liste à l'occasion des récentes élections municipales, et d'anticiper les élections législatives prévues pour janvier 2010 en se dédouanant d'ores et déjà de l'essentiel des violences amenées à intervenir sur le terrain d'ici là. C'est un paramètre plausible, répondant à des considérations internes liées à l'image qu'il a aux yeux des Irakiens ; mais je ne crois pas que ce soit le seul.

Dans mon analyse, le Premier ministre irakien essaie aussi de se positionner en faveur de pays tels que l'Égypte, et surtout l'Arabie saoudite, qui connaît de nouvelles tensions dans ses relations avec Damas. N. al-Maliki a besoin en effet d'un soutien régional tel que celui des Saoudiens pour bénéficier de leur potentiel. Il aimerait par exemple les voir intervenir

en sa faveur, en les voyant pousser les tribus et formations irakiennes sunnites à créer un contexte favorable à la consécration de ses actions et politiques, ce qui pourrait favoriser les conditions de sa victoire aux prochaines élections législatives. Pour beaucoup, cette nouvelle affaire syro-irakienne me paraît donc être le résultat d'une instrumentalisation politique.

Quelles sont les répercussions de cette crise sur la région en général, et le Liban en particulier?

Je ne crois pas qu'il y ait lieu de lier l'un et l'autre. Certes, on pourrait penser que le Premier ministre irakien chercherait à accentuer la pression sur la Syrie afin de la pousser à s'éloigner de l'Iran et de ses alliés régionaux, dont le Hezbollah libanais. Mais à supposer que cela soit le cas, ce serait une stratégie de très courte vue. La Syrie dispose encore d'éventuelles capacités d'action au Liban, certes, que ce soit par le truchement de ses services secrets, ou par celui de ses alliés de la scène libanaise. Pour autant, je ne vois pas en quoi il y aurait lieu de faire de l'Irak et du Liban les objets de monnaies d'échange qu'il serait possible d'intervertir. Bien au contraire, à supposer que la Syrie dispose de telles capacités, elle n'aurait en rien intérêt à les instrumentaliser. Elle y perdrait beaucoup, à commencer par le rapprochement opéré en sa faveur par la France depuis le printemps 2008.

Est-il possible que cette tension débouche sur un conflit armé? Comment éviter une telle détérioration de la situation?

La possibilité d'une évolution belliqueuse me paraît tout simplement exclue. Irak et Syrie ne tiennent pas à un tel scénario dont ils ne retireraient absolument aucun bénéfice. Qui plus est, les capacités syriennes paraissent bien faibles devant celles détenues par Washington, qui, il ne faut pas oublier, est présent en Irak. Qui plus est, les évolutions récentes ont démontré la volonté de la Syrie de s'en tenir à des options et solutions diplomatiques, qui ont d'ailleurs mis une fois encore en scène le rôle de l'acteur turc. Dans ce contexte, quelles que soient les détériorations éventuelles à venir, je ne crois pas qu'elles dépasseront le stade de la rhétorique agressive. Les évolutions inter-irakiennes montrent d'ailleurs comment certains membres importants du gouvernement irakien, à commencer par le président Jalal Talabani, font tout pour tempérer les ardeurs du Premier ministre Nouri al-Maliki.

(Suite page suivante)

Ce n'est donc là qu'un épisode supplémentaire des tensions inter-arabes, et de l'incapacité qu'ont deux voisins arabes à tomber d'accord et à envisager des horizons communs favorables. Ce ne sera d'ailleurs très probablement ni le premier, ni le dernier. Mais l'histoire du Moyen-Orient contemporain a continuellement eu de tels épisodes pour élément structurant, sans pour autant que la guerre ait, à quelques menues exceptions près, forcément pointé.

Quel rôle la Ligue Arabe et la communauté internationale pourraient jouer à ce stade?

En-dehors de tentatives éventuelles de médiation, ni la Ligue arabe, ni aucun autre acteur de la scène internationale ne me paraît pouvoir favoriser quoi que ce soit. La Syrie et l'Irak ne sont en effet pas réceptifs aux mêmes types d'acteurs, et même une médiation ponctuelle de la part d'un Etat tel que le Qatar ne me paraît pas pouvoir l'emporter sur les profondes divergences qu'entretiennent Bachar al-Assad et Nouri al-Maliki. Qui plus est, ce n'est là qu'une affaire conjoncturelle, qui devrait vite s'estomper, avant d'ailleurs que de réapparaître éventuellement dans le futur. Pour le reste, l'Irak dépend des intérêts occidentaux ; la Syrie s'en tient à une rhétorique panarabe qui fait part à la méfiance vis-à-vis des Occidentaux. Devant cet état des faits, on voit mal quel type de médiation pourrait résoudre, sur le fond, la nature de ces tensions syro-irakiennes.

Qui sont les acteurs libanais qui pourraient prendre part à un tel conflit?

Si la question est de savoir si des acteurs libanais pourraient essayer de tirer profit de ces tensions syro-irakiennes afin de servir leurs propres intérêts, il va de soi que ce sont plutôt certains éléments constitutifs des forces du 14-Mars qui pourraient être tentés par une telle configuration. Dans le même temps, cela m'étonnerait fort que l'on puisse en arriver à une telle extrémité. Les acteurs libanais ont en effet assez de problèmes à l'interne, pour devoir – ou vouloir – s'embarrasser d'une extension régionalisée des motifs de tension les entretenant à leur tour. ■

AFGHANISTAN : LE SYNDROME IRAKIEN ?

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 17 septembre

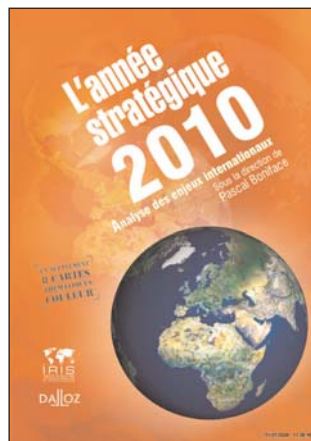
Initialement soutenue unanimement par les opinions des pays occidentaux, la guerre d'Afghanistan commence à devenir un sujet de débat. Une majorité des Américains pense désormais que cette guerre n'est pas gagnable. 65% des Américains pensent que les Etats-Unis se retireront d'Afghanistan sans avoir gagné la guerre, contre seulement 35 % qui pensent qu'ils peuvent la gagner. Le même débat a lieu dans les pays européens. Si, en France, il reste encore d'ampleur limitée, il est beaucoup plus vif en Grande-Bretagne, pourtant peu habituée à se distinguer des Etats-Unis, et surtout en Allemagne, où la chancelière Merkel est la seule à soutenir l'engagement que les autres partis politiques critiquent ouvertement, sur fond d'élections générales qui auront lieu le 27 septembre prochain.

Encore une fois, des civils ont été touchés par des frappes aériennes de l'OTAN en Afghanistan. Dans la chasse et la traque aux Taliban, la milice islamique afghane, cela semble inévitable. Malheureusement, les Taliban ont une stratégie connue, celle de se mélanger à la population civile. Mais, comme l'ont répété maintes fois les Etats-Unis et récemment encore le conseiller à la sécurité du président américain, James Jones, " un arrêt des frappes est exclu. Lier les mains de nos commandants en disant que nous ne mènerons plus de frappes aériennes serait imprudent ". Il a cependant certifié que " les Etats-Unis allaient redoubler d'efforts pour faire en sorte qu'aucun civil innocent ne soit tué ". De fait, pour Washington, il est inévitable qu'il y ait des pertes parmi les civils, ce que l'OTAN appelle "des dommages collatéraux". En bon français, des " bavures ". Le coût politique de ces bavures est pourtant bien plus fort que l'efficacité des frappes aériennes. S'ensuivent un rejet des forces occidentales par la population afghane et une nouvelle légitimité pour les Taliban. On est entré ainsi dans un cercle vicieux : tout est fait pour épargner au maximum les soldats de l'OTAN, de plus en plus impopulaires. D'où aussi ces frappes aériennes. En même temps vient se greffer là-dessus une présence militaire occidentale sur le terrain, constante, visible, de plus en plus nombreuse, pour protéger les civils afghans. Les militaires américains disent vouloir s'inspirer du Maréchal Lyautey qui, au Maroc, sous le protectorat français, avait fait le choix du contact avec la population.

Mais l'Afghanistan n'est pas le Maroc du siècle dernier. Le mode d'action n'est pas le même. Contrairement au Maréchal Lyautey, qui se promenait librement en terre marocaine, les forces de l'OTAN, au moins 100.000 hommes dont 62.000 Américains, sont lourdement armées, en milieu hosti-

le, provoquant des réactions d'hostilité. Elles sont retranchées et obligées de se protéger face à une insurrection qui a pris de l'ampleur ces deux dernières années. Les morts sont des deux côtés. Militaires et Taliban, civils et combattants. Les civils demeurent les plus nombreux : ils sont touchés à la fois par des frappes, des attentats piégés ou par l'explosion de kamikazes. Les choix stratégiques de l'OTAN posent donc problème. Que faire d'autre ? Il n'est pas évident d'arrêter les frappes aériennes ou de les maîtriser. A chacune d'entre elles, on ne peut prévoir ou assurer qu'il n'y aura pas de bavures, de morts de civils. La situation semble bloquée. On se pose donc des questions. L'OTAN ne peut pas perdre la guerre, mais la gagnera-t-elle ? Pour qui le temps joue-t-il ? Sans doute pour les Taliban, qui " jouent " les locaux contre les étrangers, contre l'occupation. Plus des civils sont tués, plus les Taliban recrutent. Désormais, ils occupent une bonne partie du pays. Du côté occidental, il y a deux guerres en Afghanistan. Celle sur le terrain, à laquelle s'ajoute la bataille de l'opinion, celle du cœur et de l'esprit. Une bataille qui revient chaque fois au premier plan dès l'annonce de nouveaux soldats tués, que ce soit en France ou aux Etats-Unis. Se pose alors la question entendue pour l'Irak : faut-il soutenir ces frappes, cette guerre ? Il y a une différence cependant entre l'Afghanistan et l'Irak ? Le président Barack Obama a souligné que la guerre en Afghanistan est "une guerre de nécessité, de choix" face au terrorisme pour défendre la sécurité occidentale. C'est un vrai argument.

Mais le président George W. Bush a employé le même pour l'Irak. Il y a donc une assimilation croissante dans les opinions. On parle en effet d'envoyer de nouveaux renforts de troupes américaines alors que récemment 21.000 soldats supplémentaires y ont déjà été envoyés... L'erreur catastrophique de la guerre d'Irak pèse sur la guerre d'Afghanistan. ■



L'Année stratégique 2010

sous la direction de
Pascal Boniface

(Daloz / Iris - 25 €)

Entre la crise économique, le sommet du G 20, et l'investiture d'un Noir à la Maison-Blanche, l'ordre mondial et les relations internationales se sont vus profondément modifiés : quels sont les nouveaux enjeux et défis engendrés par les événements de l'année passée ?

Une synthèse complète de la situation géopolitique de l'année

- > enjeux politiques, économiques, sociaux, diplomatique, militaires et stratégiques
- > analyses régionales détaillées
- > principales statistiques démographiques, économiques, sociales et militaires par pays

Un outil de compréhension des relations internationales

Ouvrage de référence géopolitique, *L'Année stratégique 2010* donne les clés pour comprendre les tensions et les enjeux de l'actualité internationale, ainsi que les défis à venir.

- > 196 fiches-pays (indicateurs politiques, sociaux et de développement ; données démographiques, économiques et militaires)
- > 7 fiches régionales
- > 9 cartes des principaux enjeux régionaux
- > 8 cartes thématiques couleurs en supplément
- > rappel chronologique des événements qui ont marqué l'année
- > bibliographies et sélection de sites Internet
- > annuaire statistique mondial des données essentielles
- > présentation des organisations internationales et des centres de recherche en relations internationales

/ SOMMAIRE

CLASSEMENT ALPHABÉTIQUE DES FICHES-PAYS
 LES AUTEURS
 REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

INTRODUCTION

2008-2009, une rupture dans l'Histoire : fantasme ou réalité ?
 > Pascal Boniface

ENJEUX ÉCONOMIQUES

Les économies face à la crise : une mutation nécessaire ?
 > Sylvie Matelly

ENJEUX MILITAIRES

Les politiques de défense : des évolutions contrastées
 > Jean-Pierre Maulny

ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE

Entre logiques énergétiques et priorités environnementales : un insoluble dilemme ?
 > Barah Mikail

TERRORISME ET CRIMINALITÉ

Criminalité : entre croissance et diversification
 > Alain Bauer, Stéphane Quéré, Laurence Ifrah et Christophe Soulez

AIRES GÉOGRAPHIQUES

EUROPE

L'Union européenne, entre crise permanente et action politique
 > Fabio Liberti

AMÉRIQUE DU NORD

L'Amérique à l'aube du changement ?
 > Charlotte Lepri

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Reconfigurations dans un contexte de crise
 > Jean-Jacques Kourliandsky

MOYEN-ORIENT ET MAGHREB

Vers une nouvelle équation politique régionale
 > Didier Billion et Rachid Khechana

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Une Afrique emportée par la crise mondiale
 > Philippe Hugon

ASIE ET OCÉANIE

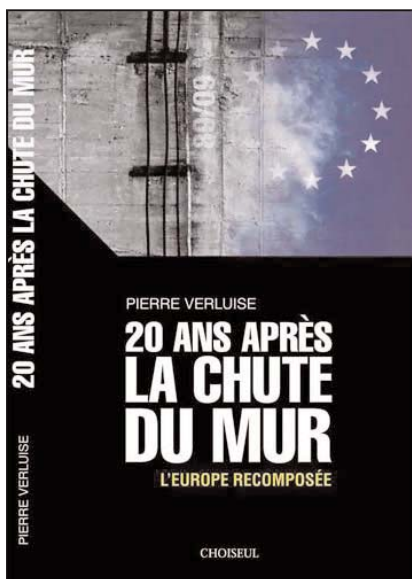
Tensions, récession, conflits et démissions : l'Asie en (dés)ordre de bataille
 > Olivier Guillard

RUSSIE ET CEI

Russie-CEI : du conflit à la crise
 > Laure Delcour

CENTRES DE RECHERCHE EN RELATIONS INTERNATIONALES
 ORGANISATIONS INTERNATIONALES
 SITES INTERNET SPÉCIALISÉS
 ANNEXES STATISTIQUES
 INDEX

**EN VENTE EN LIBRAIRIE
 OU SUR www.iris-france.org**



20 ans après la chute du Mur

L'Europe recomposée

Pierre Verluise

(Edition Choiseul - 20 €)

Préface de Jean-Dominique Giuliani.

Le point sur l'Europe - son parcours, son avenir - par un expert géopolitique. À l'heure où on célèbre les 20 ans de cet événement majeur, où en est l'Europe ? Notre continent n'a plus rien à voir avec ce qu'il était hier. Deux décennies ont suffi à opérer des changements profonds dans son identité et son fonctionnement. En témoignent les élargissements de l'OTAN et l'intégration à l'Union européenne de douze nouveaux États, dont la plupart sont d'anciens pays communistes. En termes de géopolitique, la donne héritée de la Guerre froide n'est désormais qu'un lointain souvenir. L'Europe a été recomposée. Comment en est-on arrivé là, qui sont les gagnants et les perdants de cette redistribution des cartes, quelle est la nouvelle donne, quels nouveaux défis attendent l'Union européenne élargie ? De manière claire et vivante, à travers de nombreux témoignages recueillis par l'auteur pendant son enquête, ce livre répond aux questions que soulève l'Europe d'aujourd'hui. Mieux encore, en révélant les aspects les plus méconnus du chemin parcouru au cours des deux dernières décennies, il donne les clés pour comprendre l'histoire et l'actualité, les enjeux et les perspectives de l'Europe au XXI^e siècle.

Pierre Verluise est Chercheur à l'IRIS, Docteur en Géopolitique de l'Université Paris-Sorbonne, Directeur du site géopolitique www.diploweb.com

EN VENTE EN LIBRAIRIE



ÉTÉ 2009

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIQUE N°74

L'Allemagne, une nouvelle puissance?

Dossier sous la direction de **Jacques-Pierre Gougeon**

SOMMAIRE /

Autre regard

Le choc des cultures : un choc d'incultures / Yasmina Khadra

Éclairages

Survivances de l'anti-américanisme / Jean-Marie Colombani

Lutte contre le terrorisme : la technologie n'est pas neutre / Ayse Ceyhan

Dossier : L'ALLEMAGNE, UNE NOUVELLE PUISSANCE ?

Pour l'indifférence aux différences / Pascal Boniface

Il faut déconstruire nos classifications / Lilian Thuram

Éditorial / Jacques-Pierre Gougeon

L'Allemagne puissance / Jacques-Pierre Gougeon

Les relations germano-américaines : une nouvelle perspective / Karsten D. Voigt

La politique russe de l'Allemagne : entre attentisme et pragmatisme / Stephan Martens

France-Allemagne : vers une nouvelle rivalité ? / Jacques-Pierre Gougeon

L'Allemagne et l'Europe / Maxime Lefebvre

L'Allemagne et l'Asie / Olivier Guillard

La politique de défense de l'Allemagne : le post-traumatique est encore loin / Jean-Pierre Maulny

La nouvelle politique culturelle extérieure de l'Allemagne / Andreas Görgen

La relation franco-allemande, force d'impulsion en Europe / Bruno Le Maire

Faire vivre la relation franco-allemande / Jean-Marc Ayrault

Une économie malmenée mais insérée dans la mondialisation / Benoît Chervelier

Le nouveau paysage politique en Allemagne / Jérôme Vaillant

Le modèle social allemand en sursis ? / Brigitte Lestrade

L'Allemagne face à l'immigration et l'intégration / Ernst Hillebrand

L'Allemagne face à son histoire / Hélène Miard-Delacroix

France-Allemagne : dépasser les clichés / Bixente Lizarazu

EN LIBRAIRIE

Lecture critique

Comptes rendus

Le trimestre des revues de relations internationales à l'étranger

LES ACTIVITÉS DE L'IRIS

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ou sur www.iris-france.org